

EXTRAIT DE PRESSE DU « 27.02.18 »

Environnement : 5.000 arbres plantés par l'OMNIS et ses partenaires

Journée de reboisement de l'OMNIS et ses partenaires à Ampangabe

560 jeunes plants parmi les 5.000 plantés l'année dernière par la grande famille de l'OMNIS (Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques) n'ont pas poussé. Cette fois, cet organisme a encore mis en terre 5.000 jeunes plants de robusta, lors de la journée de reboisement organisée le 23 février dernier à Ampangabe. En effet, les employés de l'OMNIS, les représentants des compagnies pétrolières, le ministre des Mines et du Pétrole avec son équipe, les équipes de l'APPAM (Association Professionnelle du Secteur Pétrolier Amont de Madagascar), etc. ont répondu présents à cette action pour l'environnement. Depuis leur intervention en 1996, l'OMNIS et ses partenaires ont planté plus de 90.000 arbres. Pour le Directeur général de l'office, Rasoanaivo Bonaventure, l'un des objectifs de ce reboisement est de donner un bon exemple aux compagnies minières et pétrolières pour la préservation de l'environnement. Après avoir planté les 5.000 pieds de robusta, les quelque 350 personnes qui ont participé à la journée de reboisement ont clôturé le programme avec un déjeuner pique-nique et une ambiance festive.

Antsa R.

Extrait de Midi de Madagascar

Élevage – De nouvelles infrastructures d'abattage pour Diana

27.02.18 | 8:30

Les communes d'Ambilobe et Ambanja, dans la région Diana, ont été dotées de nouveaux centres d'abattage. L'abattoir municipal d'Ambilobe comporte désormais une salle d'abattage de zébus et une autre pour les petits ruminants d'une capacité de dix abattages par jour. L'infrastructure a coûté 120 millions d'ariary. L'ancienne tuerie sera utilisée pour l'abattage de porc. L'abattoir d'Ambanja a pour sa part, été réhabilité, en plus d'une extension de l'ancien centre d'abattage. Des infrastructures rénovées et construites par le ministère en charge de l'Agriculture et de l'élevage (MPAE), suite à la demande des associations de bouchers et des autorités communales. «L'objectif du MPAE à travers la construction et la réhabilitation de ces infrastructures est de fournir à la population des produits sains et surtout de faciliter le contrôle et l'inspection des viandes avant leur commercialisation», a précisé le directeur général de l'Élevage, Dr Raymond Avizara, présent à la remise des clés des deux centres d'abattage les 20 et 21 février. La Région Diana, considérée comme pôle de croissance va être équipée d'infrastructures de base. Aussi, le MPAE compte-t-il construire des tueries dans chaque chef-lieu de district de la région et des communes importantes en matière de consommation. Quatre tueries ont été construites et réhabilitées en 2017, dont l'abattoir municipal d'Ambilobe, la tuerie d'Antsiranana, d'Anivorano et d'Ambanja. Pour cette année 2018, le MPAE prévoit de construire trois autres tueries à savoir, à Nosy-Be, à Mahavano et à Antsakoabe, lesquelles sont déjà en cours de construction.

Par Mirana Ihariliva

Extrait de l'Express de Madagascar

Réformes foncières : Madagascar cité comme exemple en Afrique

La délégation mauritanienne avec le SG du M2PATE.

Madagascar est actuellement en pleine réforme foncière. Même si la réforme n'est pas encore dans sa phase finale, elle est plutôt bien partie. La preuve, de nombreux pays africains s'inspirent actuellement de l'exemple malgache. C'est ainsi qu'une délégation de techniciens du foncier est venue à Madagascar pour des échanges d'information avec les responsables malgaches du ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels et de l'Administration du Territoire. A l'issue de ces séances, la délégation mauritanienne a pu constater la grande avancée de Madagascar en matière de réforme foncière.

R.Edmond.

Extrait de Midi de Madagascar

Échange – L'économie rurale rurale préoccupe

27.02.18 | 8:34

La population rurale constamment en situation précaire. Le CEDS tente de renverser à sa manière.

Faible, la productivité rurale à Madagascar se constitue presque exclusivement d'une agriculture de survie. Un fait qui a été débattu hier à l'hôtel Ibis Ankorondrano par les auditeurs du centre d'études diplomatiques et stratégique (CEDS). Portant sur l'engagement de l'administration par rapport à l'éthique et la sécurité alimentaire, le conférence-débat a été initié afin de tenter d'apporter des solutions concrètes par rapport aux risques que pourraient provoquer la faiblesse de cette économie rurale.

Une faiblesse qui se traduit entre autres par des conditions de travaux précaires, une protection sociale quasi-inexistante, mais aussi surtout l'insécurité que ce soit des biens ou des personnes. En plus de ce contexte qui ne laisse que peu de place à des chances de développement, s'ajoutent aussi les difficultés d'accès aux financements ainsi que la complexité des accès au titre fonciers pour ceux qui envisage d'investir dans la terre pour quelques formes d'agriculture que ce soit. Par ailleurs, le taux de sous-emploi flagrant au niveau national et sur plus particulièrement en milieu rural ne fait qu'aggraver la situation.

Recherche

A rappeler que « neuf travailleurs sur dix en milieu rural ont une activité faiblement rémunératrice. Et quand de 90% de la population malgache est composé de ruraux qui ne produisent 20% de la richesse nationale, il y a de quoi se remettre en question » précise Clara Vololomboahangy, auditrice au CEDS et chargée de programme au bureau international du Travail. Cette dernière préconise de concentrer les efforts de développement dans l'amélioration du cadre de travail en milieu rural. Notamment à travers la définition d'une vision politique claire sur l'avenir de l'économie rurale sur le plan de la sécurité, la santé ainsi que la gestion des risques et catastrophes. « Pour ce faire, il importe d'initier les mouvements de recherche et d'innovation aux impacts réels et rapides en faveur du développement du pays. A l'image de ces échanges que les auditeurs du CEDS entreprennent présentement » souligne Solofo Rasoarahona, délégué général du CEDS, qui conclut que « C'est ce genre d'initiative qui a permis au CEDS d'obtenir le statut de « think tank », qui fait de cette institution groupe de réflexion reconnu et regroupant des experts œuvrant à but non lucratif pour le développement de Madagascar »

Harilalaina Rakotobe

Extrait de l'Express de Madagascar

Présidentielle : Les ministres candidats non assujettis à l'obligation de démission

Les personnes nommées aux hautes fonctions et hauts emplois civils de l'Etat, à savoir, Grand Chancelier de l'Ordre National Malgache, Ambassadeurs ou chefs titulaires de missions diplomatiques ayant rang d'Ambassadeurs, Gouverneur de la Banque centrale, secrétaire généraux, directeurs généraux et directeurs de ministères, présidents d'Universités, représentants de l'Etat au niveau des collectivités territoriales décentralisées, directeurs généraux, membres des organes d'Administration ou de gestion des organismes rattachés aux institutions et aux départements ministériels et les personnes dont la nomination aux hautes fonctions et hauts emplois militaires est faite par décret en Conseil des ministres, à savoir les Officiers Généraux, Inspecteur général de l'Armée et de la Gendarmerie, le Chef d'Etat-major Général de l'Armée Malagasy (CEMGAM), le Commandant de la Gendarmerie Nationale (COMGN), les adjoints du CEMGAM et ceux du COMGN, les Commandant des Forces aériennes, des Forces navales, des Forces d'intervention et le Commandant des Forces de développement, le Chef d'Etat-Major du Commandement de la Gendarmerie Nationale, les commandants des régions militaires et les commandants des circonscriptions inter-régionales de la Gendarmerie nationale, sont assujettis à l'obligation de démission s'ils souhaitent se porter candidat aux élections. C'est ce qui est prévu par le document annexe du projet de loi organique n°05/2018 du 21 février 2018 relative au régime général des élections et des référendums.

Autorisation spéciale. Dans son article 6, ce projet de loi organique stipule que « Tout agent de l'Etat, des collectivités territoriales décentralisées et tout fonctionnaire civil ou militaire n'exerçant pas de hautes fonctions et hauts emplois civils et militaires de l'Etat, candidats à des élections, sont mis dans une position d'autorisation spéciale d'absence à compter de la date de publication de la liste officielle des candidats jusqu'à la date du scrutin. Pendant cette date, il leur est interdit d'user des moyens et prérogatives octroyés dans le cadre de leurs fonctions à des fins de propagande électorale ». On remarque que les membres du gouvernement ne figurent pas dans cette liste des hauts responsables assujettis à l'obligation de démission. Contrairement aux autres hauts fonctionnaires donc, le Premier ministre et les ministres peuvent user et abuser de leurs prérogatives de puissances publiques durant la période de campagne électorale. La question est de savoir qu'en est-il de la situation des ministres candidats ? Nul n'ignore que parmi les membres du gouvernement Mahafaly Olivier Solonandrasana, il existe des chefs de partis et/ou des personnalités qui ne cachent pas leur ambition de briguer la Magistrature suprême. Pour ne citer que le cas du ministre du Tourisme et non moins président national du parti « Malagasy Tonga Saina » (MTS), Roland Ratsiraka qui a d'ailleurs déjà été candidat en 2013 et a obtenu 404.103 voix soit 9%. Des rumeurs sur une possible candidature d'Olivier Mahafaly Solonandrasana, de Paul Rabary ou encore de Mamy Lalatiana Andriamanarivo ont également circulé depuis quelques temps.

Davis R

Extrait de Midi de Madagascar

Ligne Antananarivo – Réunion Verdict à Paris sur le dossier Corsair

27.02.18 | 8:35

Corsair pourrait-il continuer à desservir l'axe Antananarivo – Réunion ? Les autorités malgaches et françaises vont trancher sur cette affaire demain à Paris.

Le conflit entre Air Madagascar et Corsair entre dans une phase décisive. Les autorités malgaches et françaises devront trancher sur cette affaire ce mercredi à Paris lors des consultations aéronautiques. Les deux compagnies se sont livrées une vraie bataille aérienne sur la desserte de la ligne Antananarivo – Réunion. La compagnie malgache pointe du doigt la filiale de Tui de « céder à la pratique des prix de dumping » pour cette liaison. Une pratique qui a des impacts négatifs sur la caisse d'Air Madagascar avec une perte estimée à 800 000 dollars.

Devant cette situation, le gouvernement malgache a usé de sa souveraineté économique et a mis sur la touche la compagnie Corsair en remettant à cause ses droits de trafic sur cet axe. C'est le ministre des Transports et de la météorologie, Ralava Beboarimisa, lui-même qui l'a annoncé devant la presse en début du mois de décembre. « Certes, nous nous devons de nous ouvrir et de coopérer avec les autres compagnies en mettant en œuvre l'open sky qui est déjà effectif. Mais en tant que ministre, je me dois de protéger la compagnie nationale. Corsair ne peut plus vendre cette liaison », a-t-il déclaré le 21 décembre lors d'une rencontre avec la presse.

La compagnie Corsair ne baisse pas les bras devant cette prise de position du gouvernement malgache. Elle revendique le maintien de ses droits de trafic sur cette ligne. « L'ouverture de la desserte régionale en 2017 a permis à plus de personnes de voyager à des prix compétitifs. Corsair souligne les risques de retour à une situation de monopole qui aurait pour conséquences une baisse du trafic et une augmentation des prix », indique la compagnie française dans un communiqué.

Suspense

Malgré tout, Corsair continue encore d'opérer sur cet axe. Elle assure une liaison hebdomadaire entre l'île de La Réunion et Antananarivo, et ce depuis avril 2017. L'ouverture de cette desserte fait suite à un accord bilatéral entre la France et Madagascar. « Le 30 mai 2016, la République française a informé la République de Madagascar avoir désigné la compagnie Corsair pour exploiter les services aériens sur la route régionale conformément à l'accord relatif aux services de transport aérien France – Madagascar du 21 juillet 2005. Le 20 octobre 2016, Corsair a obtenu des droits de trafic de la part de l'Aviation Civile de Madagascar pour desservir l'axe Réunion– Antananarivo, avec l'ambition de positionner deux vols Réunion – Antananarivo hebdomadaires et d'apporter dix sept mille passagers régionaux supplémentaires par an », soutient la compagnie dans son communiqué.

Aux yeux d'Air Madagascar, les résultats de l'ouverture de cette liaison par son concurrent n'ont pas donné les résultats escomptés. « Après une saison d'exploitation, l'apport en touristes supplémentaires de la Réunion est très en deçà de l'objectif fixé. Ce trafic est opportunément complété par du trafic provenant du marché malgache, détourné essentiellement d'Air Madagascar. Le coefficient de remplissage d'Air Madagascar est ainsi tombé à 29% en six mois, contre 53% auparavant », a souligné le partenaire d'Air Austral dans un communiqué publié le 12 février.

Corsair de répliquer que « la ligne Réunion-Antananarivo est utilisée majoritairement par des voyageurs réunionnais souhaitant faire un séjour à Madagascar (64%) et les passagers en provenance de France métropolitaine (26%), les passagers malgaches représentent quant à eux moins de 10% des voyageurs transportés par Corsair. Il n'y a donc aucun détournement de la clientèle d'Air Madagascar ». Verdict donc à Paris demain.

Lova Rafidiarisoa

Extrait de l'Express de Madagascar

Développement : Des facteurs-clés contribuant à la sécurité alimentaire

Lors de la conférence-débat organisée par le CEDS hier

Aucune activité ne peut s'épanouir si ce n'est dans un environnement sécurisé. C'est ainsi le garant du développement durable.

Pour assurer une sécurité alimentaire, il faut tenir compte de plusieurs facteurs-clés étant donné que cela a un aspect transversal. Les auditeurs du CEDS (Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques) l'ont évoqué lors d'une conférence-débat qu'ils ont organisée hier à l'hôtel Ibis à Ankorondrano. Le thème a été axé sur « L'engagement de l'administration, éthique et sécurité alimentaire ». Parmi ces facteurs-clés, il a été entre autres soulevé la santé dans les zones rurales, la justice, la sécurité des biens et des personnes proprement dite ainsi que le travail et l'emploi dans l'économie rurale.

Mesures d'accompagnement. Parlant de la santé dans les zones rurales, « un problème lié à la protection et au recouvrement sanitaire des exploitants agricoles est observé en raison d'un manque d'accompagnement de l'administration, sans oublier l'insécurité. Ce qui a entraîné la désertion de la population dans les zones productrices agricoles vers les centres urbains. En fait, des centres de santé ont été mis en place dans les zones rurales, mais le problème persiste à cause d'un manque ou d'une absence de personnel de santé. Cela s'explique par le refus d'une affectation de la part des agents de santé, par exemple. En effet, il n'y a pas des mesures d'accompagnement sur le plan matériel médical, sur la communication y compris l'accessibilité des zones rurales et sur le plan sécuritaire ainsi que sur leur motivation salariale et sur la scolarisation de leurs enfants », a exposé Dr Herijoelison Andry Roussel.

Interventions et pressions. Quant à l'implication de la justice dans la sécurité alimentaire, le Magistrat Roland Rakotovo Razafindrabe a expliqué qu'il n'y a pas de développement sans paix qui est tributaire d'une justice indépendante, efficace et appliquée. « Cette justice qui bien que constamment critiquée, a pour devoir d'appliquer correctement les lois et de réprimer toutes les atteintes à l'harmonie sociale. Mais sans verser dans le mea culpa, il faut reconnaître que la justice fait face à des multiples difficultés comme les allégations de corruption, la lenteur du traitement des dossiers des justiciables, l'éloignement des tribunaux et l'incompréhension des procédures et des décisions rendues. Il y a également les interventions des politiciens et les autres pressions tout en reconnaissant également la part de responsabilité de certains magistrats. Comme solution, l'indépendance et l'intégrité de la justice s'imposent. Cela devra commencer par cesser toute forme d'intervention et de pression sous quelque forme aux magistrats. Viendra ensuite l'étape de l'intransigeance et du refus de toute forme de corruption ainsi que de la dénonciation de toutes les dérives. Il faut ainsi réagir de manière collective. En fait, un pays où la corruption règne n'a que peu de chance de se développer », a-t-il fait savoir.

Corruption et Indiscipline. S'agissant de la sécurité, « aucune activité ne peut s'épanouir si ce n'est dans un environnement sécurisé. C'est ainsi le garant du développement durable. Mais l'incompétence, l'indiscipline, l'insubordination, la corruption, le non-respect de l'éthique et de la déontologie ainsi que la dévalorisation du métier de policier par des attitudes et des comportements incompatibles avec la fonction policière, ont été constatés lors de la réunion des cadres de la Police nationale. Pour y remédier, une formation des agents en matière d'éthique et de déontologie et la mise en place d'un mécanisme de contrôle interne ont été décidées. Malgré tout, il y a d'autres paramètres non maîtrisables tels que la corruption, le trafic d'influence, l'ingérence du « politique, le système de contingent et de quota, qui tendent à affaiblir l'administration dans la gestion de ses ressources humaines », a révélé le Commissaire principal de la police Rabialahy Jean Rostand.

Chômage déguisé. Et enfin, Clara Vololomboahangy, chargée de programme au sein du BIT, a exprimé que le sous-emploi touche principalement les travailleurs ruraux. Cela s'apparente à un chômage déguisé qui engendre d'une manière indirecte, un coût social et économique élevé. « Cette situation de paupérisation constante de la population devient une menace pour la paix sociale pour ne citer que la délinquance juvénile dans le Nord et l'insécurité dans le Sud. Nous estimons ainsi que la promotion du travail décent dans l'économie rurale devrait être placée au cœur de toute stratégie de développement. Il faut entre autres repenser la stratégie de la protection sociale des travailleurs ruraux », a-t-elle conclu. Par ailleurs, l'éducation et la formation, la sécurisation foncière, l'accès au financement, la gestion des risques et catastrophes, la mise en place des infrastructures de base constituent d'autres facteurs contribuant à la sécurité alimentaire.

Navalona R.

Extrait de Midi de Madagascar

Intégration régionale : La COMESA à la recherche d'un nouveau SG

Le ministre du Commerce et de la Consommation Chabani Nourdine avec le SG du COMESA Sindiso Ndema Ngwenya.

L'intégration régionale est une des clés du développement économique. Le ministre du Commerce et de la Consommation, Chabani Nourdine l'a réitéré hier, au Carlton lors d'une réunion du Conseil des ministres du COMESA. D'ailleurs, Madagascar qui assure actuellement la présidence s'implique de plus en plus dans ce concept d'intégration régionale. La réunion d'hier qui voit la présence d'une forte délégation africaine, dont le ministre du Commerce et de l'Industrie du Burundi, a notamment été axée sur l'intégration régionale. Les participants à la réunion ont également planché sur le paiement des cotisations par les membres. A l'ordre du jour de cette réunion figurait également le recrutement du nouveau Secrétaire Général du COMESA. Faut-il en effet rappeler que le mandat de l'actuel S.G, l'économiste zimbabwéen Sindiso Ndema Ngwenya, en poste depuis 2008, expirera en fin juin prochain. Il a été par ailleurs question du prochain sommet du COMESA qui se tiendra cette année à Bujumbura, capitale du Burundi.

Sur ce point d'ailleurs, le SG du COMESA s'est récemment rendu au Burundi l'état d'avancement des préparatifs de ce 20^e sommet qui sera notamment marqué par l'adhésion de deux nouveaux pays : la Tunisie et la Somalie. Rappelons que le COMESA compte actuellement 19 pays membres : le Burundi, les Comores, la République Démocratique du Congo, le Djibouti, l'Egypte, l'Erythrée, l'Ethiopie, la Libye, le Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Soudan du Sud, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Un immense marché sur lequel Madagascar peut tirer énormément de profits. Il est par exemple question actuellement d'un projet d'exportation de 300.000 tonnes de maïs vers l'Ile Maurice.

R.Edmond.

Extrait de Midi de Madagascar

Concours de projets porteurs : Le premier prix au duo Henintsoa et Ny Avo

Les recherches réalisées par les étudiants de l'Ecole Supérieure Polytechnique d'Antananarivo à Vontovorona peuvent répondre aux besoins quotidiens de la population et contribuer au développement du pays. Un concours de projets porteurs a ainsi été organisé par l'ESPA en partenariat avec le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures (MEEH). Des étudiants, de différents niveaux ont apporté quinze projets dont la majorité porte sur les secteurs de l'Energie et de l'Assainissement. Après évaluation par les membres du jury composé du staff du MEEH et de l'équipe pédagogique sur divers critères dont l'innovation, l'originalité, ou la possibilité de développement, le projet du duo Henintsoa Ranaivojaona et Ny Avo Ortega a remporté le premier prix portant une valeur de trois millions Ariary qui a été remis par le ministre de tutelle, Lantoniaina Rasoloelison.

Projets accompagnés. Ce projet porte sur la création d'un prototype de traqueur solaire qui consiste à optimiser l'exploitation de l'énergie solaire par l'utilisation de panneaux solaires non statiques suivant le mouvement du soleil. Les deuxième et troisième projets consistent à la transformation des matières plastiques et des micro algues en biocarburant. Les initiateurs ont reçu respectivement 1.500.000 ariary et 1.000.000 ariary. « *Ce système de prime vise à encourager les étudiants à persévérer dans leurs recherches* », a évoqué le ministre de tutelle. En outre, deux projets sur la production de biogaz et sur la transformation de matières plastiques en biocarburant seront accompagnés par le ministère pour leur mise en œuvre effective. « *La mise en œuvre de ces projets demande moins de temps et moins coûteuse pourtant ces derniers contribuent à la sauvegarde de l'environnement et répondent aux besoins de la population, c'est pourquoi le ministère a décidé d'accompagner financièrement les initiateurs dans leurs réalisations et leur développement* », a-t-il poursuivi.

250 résultats de recherche. Le Président de l'ESPA, Yvon Andrianaharison, a loué cette initiative du ministère. « *Chaque année, environ 250 résultats de recherches qui sont présentés par nos étudiants, attendent d'être transformés en projets de développement. Nous invitons d'autres acteurs tels que les industriels à emboîter leurs pas* » indique ce responsable. Outre la remise de prix aux meilleurs projets, le ministre Lantoniaina Rasoloelison a profité de sa présence à Vontovorona pour offrir des équipements sportifs aux étudiants de l'ESPA. Le terrain de basket a été également rénové.

Recueillis par Navalona R.

Extrait de Midi de Madagascar

BNI Madagascar : Soutien à la 7^e promotion d'élèves-Inspecteurs du Trésor

Le major de la promotion Mahatoky, Katsiha José, primé par la BNI Madagascar.

30 nouveaux inspecteurs du Trésor de la promotion Mahatoky viennent d'être formés à l'IMaTep et sont maintenant opérationnels.

BNI Madagascar a marqué de sa présence la cérémonie de remise de diplômes de la promotion « MAHATOKY », 7^e promotion des élèves-Inspecteurs du Trésor de l'Institut malgache des Techniques de Planification (IMaTep) qui s'est tenu le 23 février dernier dans l'enceinte de l'Institut à Ambohijatovo Ambodivoanjo.

Partenaire efficace. Placée sous le parrainage de la ministre des Finances et du Budget, Vonintsalama Andriambololona, la cérémonie était une occasion pour BNI Madagascar, en tant que partenaire Argent de l'événement, de marquer son soutien à la nouvelle génération de la grande famille du Trésor Public malgache. Un geste qui illustre une fois de plus la volonté de BNI Madagascar d'être un partenaire efficace de l'administration publique malgache. « *Dans leur nouvelle responsabilité, ces 30 jeunes serviteurs de l'Etat sont en effet appelés à faire preuve d'Intégrité, mais également de professionnalisme et d'engagement dans l'exercice de leurs fonctions, des valeurs qui correspondent à celles de BNI Madagascar* » selon a déclaré, Ndrina Ralaimanisa, Directeur de la Communication institutionnelle et des Relations publiques de la banque.

Bancarisation. Le major de Promotion Mahatoky, en l'occurrence, le dénommé Katsiha José a reçu, en guise de récompense des mains de Ndrina Ralaimanisa une somme d'argent déposée dans son pack « Mpiasam-panjakàna », avec des produits et services qui faciliteront sa vie quotidienne. A travers cet appui, la BNI Madagascar met en pratique sa stratégie de développement qui consiste, entre autres à accorder une attention particulière aux agents de l'Etat depuis plusieurs années. Des services et crédits bancaires leur sont dédiés avec son réseau de 72 agences et 101 GAB. La BNI Madagascar, rappelons-le, est partenaire de plusieurs départements ministériels en leur facilitant l'accès aux services et produits bancaires. Une manière de participer efficacement aux efforts de bancarisation du pays. Ainsi, la BNI Madagascar offre aux agents de l'Etat les meilleurs services de la banque au quotidien, à des tarifs préférentiels avec le pack « Mpiasam-panjakàna » et des solutions d'accès au crédit à la consommation et au crédit immobilier à des taux très avantageux pour les agents de l'État incluant les ECD et les EFA.

R.Edmond.

Extrait de Midi de Madagascar

BAD : Pour le soutien de l'agriculture à vocation commerciale

Le président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Akinwumi Adesina, a lancé un appel aux États-Unis pour soutenir l'agriculture africaine à vocation commerciale. « Je ne cherche pas de l'aide pour l'Afrique. Ce que je cherche, ce sont des investissements pour l'Afrique », a-t-il annoncé. En effet, Akinwumi Adesina a avancé de solides arguments en faveur d'un engagement accru des investisseurs américains et autres en faveur de l'Afrique, afin d'aider à libérer le potentiel agricole de ce continent. C'était le jeudi 22 février 2018, en Virginie, aux États-Unis, lors du 94^e Forum sur les perspectives d'avenir de l'agriculture du ministère américain de l'Agriculture, où Adesina était invité à intervenir, sur le thème « Les racines de la prospérité ». « *Depuis trop longtemps, l'agriculture a été associée à ce que j'appelle les 3P (pénibilité, pénurie et pauvreté). Le fait est que l'agriculture est un secteur créateur de richesses énormes, prêt à offrir de nouvelles opportunités économiques qui permettront à des centaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté* », a soutenu le président de la BAD. Étaient présents Sonny Perdue, le secrétaire d'État américain à l'Agriculture, Stephen Censky, le secrétaire d'État adjoint de l'Agriculture, Kenneth Quinn, le président de la Fondation du Prix mondial de l'alimentation, Robert Johansson, économiste en chef du ministère de l'Agriculture, Warren Preston, économiste en chef adjoint du même ministère – outre de nombreux hauts fonctionnaires et industriels américains. Dans son allocution, le président Adesina a appelé le secteur privé américain à changer radicalement la façon dont il perçoit l'agriculture africaine. « *Pensez-y ! D'ici à 2030, la taille du marché agricole et agroalimentaire africain représentera mille milliards de dollars. C'est le moment pour les entreprises agroalimentaires américaines d'investir en Afrique* ».

Antsa R.

Extrait de Midi de Madagascar

Ressources stratégiques : Bientôt un appel d'offre pour 40 blocs pétroliers offshore

Le développement du secteur des mines et du pétrole s'annonce bien, selon le ministre Ying Vah Zafilahy et le DG de l'OMNIS, Rasoanaivo Bonaventure.

Le secteur des mines et pétrole affichent une bonne performance, selon le bilan présenté par le ministre de tutelle, Ying Vah Zafilahy et le DG de l'OMNIS Rasoanaivo Bonaventure.

La recherche de ressources pétrolières s'intensifie cette année pour Madagascar. Pour Madagascar Oil qui est déjà dans la phase d'exploitation, les forages se poursuivent pour l'exploitation, d'après les informations annoncées par le ministre des Mines et du Pétrole, Ying Vah Zafilahy, lors de la journée de reboisement organisé par l'OMNIS (Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques), la semaine dernière. En outre, il a annoncé une nouvelle exploration avec « British Petroleum ». « *On espère que les recherches donneront de bons résultats. Il y a déjà eu des négociations et un acte administratif a été approuvé pour accorder le titre minier à OMNIS qui représente l'Etat Malagasy, en attendant la création de la Société Nationale. Ce sera ensuite à l'OMNIS de transférer ce titre pour l'exploitation de pétrole* », a-t-il indiqué. Jusqu'ici, 30% des recherches ont permis d'identifier des gisements techniquement exploitables et commercialement viables, d'après le ministre.

Reprise. En effet, « British Petroleum » est une compagnie internationale qui a plus de 100 ans d'expérience à son actif. Pour le DG de l'OMNIS, Rasoanaivo Bonaventure, l'investissement de cette compagnie à Madagascar témoigne de l'importance des potentialités dont dispose Madagascar, en termes de ressources minérales. « *Le contrat de partage de production signé avec British Petroleum concerne quatre blocs pétroliers abandonnés par Exxon Mobil, dans la région Boeny à Ampasindava, Mahajanga nord et sud et Cap Saint-André. Ce contrat a été signé en novembre 2017 et approuvé en Conseil des ministres, ce mois de février 2018.*

Nous attendons le décret qui sera publié au Journal officiel avant de commencer l'exploration qui se divise en trois phases. D'abord, la recherche de données sur les blocs qui dure deux ans, ensuite l'acquisition sismique 3D avec le traitement et l'interprétation de ces données qui se feront en trois ans et enfin la fouille d'exploration. La plupart des 14 compagnies actuellement en activité sont déjà dans cette dernière phase et pourront peut-être passer à la phase d'exploitation d'ici à quelques années », a noté le DG de l'OMNIS. Par ailleurs, 40 blocs pétroliers offshore situés au nord du bassin de Morondava, en zone marine, feront bientôt l'objet d'appels d'offres et de campagne promotionnelle, selon le DG Rasoanaivo Bonaventure.

Antsa R.

Extrait de Midi de Madagascar